



ASIE/PAKISTAN - Mort mystérieuse d'un chrétien placé en garde à vue

Islamabad (Agence Fides) – « Qui a tué le chrétien Sabir Masih ? » : tel est le cri qui monte de l'Eglise et de la société civile pakistanaise qui réclament une enquête indépendante et une autopsie approfondie après la mort mystérieuse de l'homme, intervenue le 12 février dans des circonstances non encore élucidées alors qu'il se trouvait en garde à vue. Comme l'Agence Fides a pu l'apprendre, hier, des militants, des groupes de la société civile, des organisations chrétiennes et musulmanes, des prêtres, des religieux et des laïcs ont organisé une manifestation imposante à Islamabad afin d'exprimer leur indignation et de demander justice.

Sabir Masih, 32 ans, appartenait à une famille pauvre vivant dans un bidonville d'Islamabad. Il a été arrêté par la police parce que suspecté de vol et placé en garde à vue au poste de police de Kohsar. Trois jours plus tard, son décès a été communiqué et le cadavre a été porté à l'hôpital en vue de l'autopsie. Pour la police, il s'est agi d'un « suicide commis dans les toilettes, Sabir s'étant pendu avec sa ceinture ».

Un communiqué conjoint d'organisations chrétiennes et de réseaux de la société civile pakistanaise, envoyé à Fides indique : « Nous rejetons avec force ce mensonge éhonté en ce qu'il est physiquement impossible dans les circonstances de fait. Nous condamnons fermement le meurtre. Nous demandons justice et transparence ». Réclamant une nouvelle autopsie devant être effectuée dans un hôpital privé, les militants dénoncent également les pressions exercées par la police sur la famille de la victime afin que le corps de Sabir Masih soit immédiatement enseveli. Ils s'adressent également à la magistrature afin qu'elle ouvre une enquête judiciaire indépendante en formant une équipe comprenant des membres de la société civile et un représentant de la communauté chrétienne du Pakistan. Est demandé en outre la vérification de la responsabilité des agents de police présents, (devant avoir lieu en) arrêtant et interrogeant le personnel prêtant service au poste de Kohsar au moment du décès.

« Il est venu le temps de freiner les tortures et la brutalité diffuse de la police afin de mettre un terme aux exécutions sommaires au Pakistan et de défendre l'Etat de droit » indique la note envoyée à Fides.

L'un des responsables de cette action visant à connaître la vérité sur le cas Sabir Masih, est Tahira Abdullah, une militante musulmane, qui explique à Fides : « Où sont les représentants des citoyens pakistanaïes non musulmans élus au Parlement ? Ils doivent parler haut et fort maintenant, peu importe à quel parti ils appartiennent. C'est le moment pour nous tous, musulmans, de montrer notre solidarité à l'ensemble des victimes de tortures, en particulier lorsqu'elles appartiennent aux strates sociales les plus basses et aux minorités non musulmanes. L'expérience nous enseigne en effet qu'elles sont les plus concernées par la discrimination, les arrestations, les tortures et les exécutions sommaires ». (PA) (Agence Fides 14/02/2014)